

Zone de vives turbulences pour les intermittents

28 février 2014



Marie-José SIRACH

Face à l'arrogance et aux mensonges du Medef, la riposte, du côté des intermittents et des précaires, s'organise. Assemblées générales et manifs sont au menu de la semaine.

Si la semaine dernière a été mouvementée avec la tenue d'une importante assemblée générale au Théâtre du Rond-Point, lundi, et l'occupation du siège du Medef, vendredi – évacuée sans ménagement par les forces de l'ordre, celle qui s'annonce ne sera pas en reste.

Dès ce soir, une nouvelle assemblée générale à la Bourse du travail (salle Eugène-Hénaff, 29, boulevard du Temple), à Paris, marquera une nouvelle semaine d'actions dont le point d'orgue pourrait être, jeudi, l'appel à la grève lancé par la CGT, auquel se joindront les intérimaires. Une première dans la longue histoire de la lutte des annexes spécifiques. Une évidence devant l'arrogance du Medef qui, non content de vouloir supprimer les annexes 8 et 10, s'attaque désormais à toutes les annexes spécifiques, dont la 4 (intérimaires, saisonniers...).

Les intermittents du spectacle, du cinéma et de l'audiovisuel sont bien décidés à porter le débat dans la sphère politique pour sortir du face-à-face stérile avec le Medef et la CFDT qui cogèrent l'Unedic. Obligeant ainsi les ministres de la Culture et du Travail à réaffirmer leur soutien au régime spécifique des artistes et des techniciens. Pourtant, à la question de Pierre Laurent sur le sujet : « Le gouvernement va-t-il s'engager clairement ? Allez-vous œuvrer en faveur de la mise en œuvre des propositions raisonnables contenues dans ce rapport et vous opposer aux scénarios catastrophes pour la culture et la création avancés par le Medef ? » Michel Sapin s'est contenté d'une réponse pour le moins spécieuse au sénateur communiste : « Comme vous le savez, les négociations se sont engagées, avec un peu de retard il est vrai. Aux partenaires sociaux de discuter ; si cela n'aboutit pas, le gouvernement prendra ses responsabilités, mais c'est rarement arrivé. »

Un positionnement gouvernemental en retrait au regard de celui du secrétaire national à la culture du PS, Frédéric Hocquard, qui, dans son blog, condamne la réforme de 2003 et soutient mordicus les propositions phares du comité de suivi (à savoir le retour à la date anniversaire, c'est-à-dire 12 mois pour 507heures, pour l'ouverture des droits, contre 10 mois actuellement, ou encore la prise en compte, pour les artistes, des heures d'intervention-enseignement dans ce décompte, pour ne citer que celles-là). Pas tout à fait sur la même longueur que ses camarades ministres ?

Fort d'une longue expérience et de nombreuses expertises, notamment celle de Mathieu Grégoire (auteur de l'ouvrage *Les Intermittents du spectacle : enjeu d'un siècle de luttes*, éditions La Dispute) sur la pertinence du maintien d'un régime spécifique des intermittents et qui démontre, preuves à l'appui, les mensonges et les contrevérités assénés par le Medef, le mouvement des intermittents n'est plus en phase défensive mais bien offensive. À noter, une audition publique de Mathieu Grégoire, le lundi 10mars, à 18heures, à l'espace Niemeyer (place du Colonel-Fabien), à l'invitation du PCF culture.

»» <http://www.humanite.fr/culture/zone-de-vives-turbulences-pour-les-inte...>

